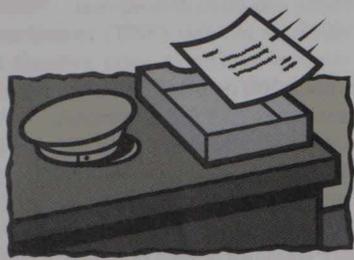


## CHRONIQUE DE LA DÉFENSE



### L'avenir de l'OTAN

■ Au cours des quelque derniers mois, les événements politiques qui se sont succédés rapidement et qui ont mené vers la réunification de l'Allemagne ont soulevé des questions fondamentales sur l'avenir de l'OTAN et sur la sécurité européenne. Les représentants officiels ont montré, par leurs commentaires, qu'ils étaient loin d'avoir la même opinion au sujet de la place d'une Allemagne unifiée au sein de l'OTAN.

À la fin du mois de janvier, Mikhaïl Gorbatchev a annoncé que l'Union soviétique acceptait le principe de l'unification de l'Allemagne. Dans un premier temps, Moscou avait préconisé une unification progressive, assortie d'un désengagement des deux alliances et de la création par traité d'un État neutre. Cette position a été carrément rejetée, non seulement par l'OTAN, mais aussi par l'Organisation du Traité de Varsovie. La Pologne, notamment, continue de se dire très préoccupée par la perspective d'une réunification allemande et, de toute évidence, elle ne semble pas croire que la neutralité soit une solution praticable. À la mi-février, à l'occasion de la rencontre d'Ottawa entre les deux alliances, en réponse aux commentaires quelque peu ambigus du chancelier Kohl au sujet des garanties futures de la frontière occidentale de la Pologne, le ministre polonais des Affaires extérieures a demandé que l'Allemagne unifiée reste dans l'OTAN, craignant qu'elle devienne une «superpuissance sur la scène européenne».

Le président Bush a profité d'une conférence de presse le 25 février dernier pour exposer la position officielle des États-Unis et de l'Allemagne de l'Ouest. «Nos deux pays sont d'avis que l'Allemagne unifiée devrait rester membre à part entière de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et participer aussi à sa structure militaire.» Ce à quoi le chancelier Kohl a ajouté : «Une chose est claire : l'Allemagne unifiée ne peut en aucun cas appartenir à deux pactes à la fois.» Même si la

réunification allemande ne semble pas enthousiasmer tous les membres de l'OTAN, ces derniers sont tous persuadés que l'Allemagne réunifiée devrait rester dans l'OTAN. D'un point de vue diplomatique, l'Union soviétique apparaît donc isolée.

Au début du mois d'avril, les Soviétiques ont proposé une solution quelque peu différente. L'Allemagne réunifiée pourrait rester dans les deux alliances pendant une période de transition de cinq à sept ans afin que, selon Gorbatchev, la réunification coïncide avec la mise en place des «nouvelles structures de sécurité conçues pour l'Europe tout entière, de l'Atlantique à l'Oural». L'offre, qui reprenait le concept de «maison européenne» déjà exprimé par les Soviétiques, a été rejetée par Washington, mais elle témoignait tout de même du refus de Moscou d'accepter la solution de l'OTAN.

### Les arsenaux au Moyen-Orient

■ Vers la fin de mars et au début d'avril, deux incidents ont de nouveau attiré l'attention sur les risques de plus en plus grands d'un déploiement généralisé d'armes de destruction massive au Moyen-Orient. Premièrement, vers la fin de mars, des arrestations ont eu lieu en Angleterre, après que certaines personnes eurent essayé, dit-on, de faire passer clandestinement en Irak des détonateurs d'armes nucléaires. Une semaine plus tard, les douaniers britanniques ont empêché l'exportation en direction de l'Irak de morceaux de tubes métalliques qui, selon certains spécialistes, pourraient servir à fabriquer une énorme pièce d'artillerie capable de projeter des ogives chimiques ou nucléaires à des centaines de kilomètres. Si les autorités de Bagdad ont nié avoir essayé de se doter de l'arme nucléaire (qui nécessite de toute façon quatre à cinq ans de travaux de mise au point au bas mot), elles reconnaissent avoir en leur possession des armes chimiques perfectionnées.

Il y a eu aussi en avril un grave incendie dans une usine d'armes chimiques en Libye, incendie dont on ignore la cause et qui pourrait avoir considérablement endommagé les capacités de production. Même si la Libye prétend que l'usine de Rabta, située à l'extérieur de Tripoli, ne sert pas à la fabrication d'armes chimiques, des représentants offi-

ciels américains ont fourni en mars dernier des informations tirées d'analyses des services de renseignement et selon lesquelles la Libye aurait recommencé à fabriquer des armes chimiques vers la fin de 1989.

La Libye et l'Irak sont deux des quelques États qui cherchent à se doter de véhicules de lancement de missiles balistiques. La Libye serait en train de mettre au point un missile d'une portée de plus de 500 kilomètres, tandis que l'Irak pourrait avoir réussi, selon les estimations, à accroître la portée de son missile *Scud-B*, de fabrication soviétique, grâce à un réservoir supplémentaire, conçu par la Corée du Nord. On ne sait pas encore avec certitude si la Libye est parvenue à fabriquer une ogive chimique pour ses missiles balistiques.

### Les mystérieux «dividendes» de la paix

■ On assiste en ce moment à Washington à un débat qui a l'air de vouloir durer et qui divise les autorités sur la politique de défense. Au début du mois de mars, le directeur de la CIA, M. William Webster, et le Secrétaire à la Défense, M. Cheney, se sont ouvertement affrontés sur la nature de la menace soviétique. Témoignant devant un comité du Sénat, M. Webster a prétendu que, selon les milieux américains du renseignement, il est peu probable que l'URSS représente une menace militaire conventionnelle dans l'avenir prévisible, même si Gorbatchev était déposé par les conservateurs du Parti communiste. M. Cheney, par contre, s'est dit d'avis que les changements récents en Union soviétique étaient réversibles, et il a indiqué, au sujet du témoignage de M. Webster, qu'il ne «contribuerait en rien» à convaincre le Congrès d'appuyer le budget du président.

La semaine suivante, le président du comité sénatorial du budget a proposé de réduire le budget de la défense de 4 p. 100 par an, et non de 2 p. 100, comme le voulait le président Bush. Si l'une ou l'autre de ces réductions devait être mise en oeuvre, même celle de 2 p. 100 préconisée par le président, la question se poserait une nouvelle fois de savoir lesquels des grands systèmes d'armes récents, dont le bombardier furtif *B-2*, le sous-marin à missiles nucléaires *Trident*, le missile mobile *MX* et le *Midgeman* ICBM, vont être sacrifiés.

Les 19 et 20 avril, Sam Nunn, homme très influent qui préside le *Senate Armed Services Committee*, s'est joint au débat en prononçant deux discours devant le Sénat américain; ses propos équivalaient, d'après le *New York Times*, à une déclaration-jalon sur la façon dont la politique militaire américaine et les plans de dépenses sur ce plan devraient changer. Selon M. Nunn, les États-Unis doivent ramener leurs effectifs militaires en Europe à un chiffre se situant entre 75 000 et 100 000 hommes; le gouvernement Bush avait proposé un seuil de 225 000. Toujours selon M. Nunn, la Marine américaine doit ramener à dix ou douze le nombre de ses groupes aéronavals, et non à quatorze comme la Marine l'avait proposé. Quant au budget, M. Nunn a préconisé d'apporter des coupes de 18 milliards de dollars US au budget militaire de 1991, ce qui plafonnerait celui-ci à 289 milliards.

Le 26 avril, le Secrétaire à la Défense est revenu à la charge en proposant de réduire les budgets de mise au point et de production de nouveaux avions militaires. Au lieu d'acheter 132 bombardiers furtifs *B-2*, l'Aviation militaire en acquerrait soixante-quinze; on ramènerait de 210 à 120 le nombre d'avions de transport *C-17A* que l'on envisageait d'acheter; et l'on réduirait d'environ 25 p. 100 le nombre de nouveaux avions tactiques d'attaque destinés à la Marine. Deux autres programmes de mise au point d'avions militaires pour la Marine et l'Aviation ont été reportés. M. Cheney a évoqué les changements survenus en Europe de l'Est et en URSS pour justifier les réductions, et il aurait par ailleurs précisé que la Marine allait devoir ramener à douze le nombre de ses porte-avions.

Au Canada, les «dividendes de la paix» sont à peine visibles. Dans le budget déposé le 20 février dernier par Michael Wilson, l'augmentation des dépenses en matière de défense va être limitée à 5 p. 100 pour la période 1990-1992, soit plus ou moins le niveau de l'inflation. Un groupe de travail du ministère de la Défense nationale est censé publier cet été ou au début de l'automne une nouvelle analyse sur les forces armées. □

- DAVID COX